

**CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 22 AVRIL 2014**

Nombre de Conseillers en exercice : 19 Présents : 18 Votants : 19 Procuration : 1	<i>L'an deux mil quatorze, le vingt deux avril, à dix neuf heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de CHEMERE, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Georges LECLEVE, Maire.</i>
Convocation : 11 avril 2014	Présents: M. Georges LECLEVE, Maire M. MMES Virginie PORCHER, Marie-Laure DAVID, Gérard CHAUVET, Adjoint M. MMES Jean-Marc VOYAU, Jacques CHEVALIER, Karine FOUQUET, Romain RUNGOAT, Sabrina PENNETIER-BIGOT, Anthony LATOUCHE, Conseillers municipaux délégués. M. MMES Sylviane GIBET, Valérie LEBLOND, Anne BRUNETEAU, Philippe BRIAND, Christelle GUIGNON, Dominique MUSLEWSKI, Nicolas BOUCHER, Tatiana BERTHELOT, Conseillers municipaux Absents excusés : M. Michel GRAVOUIL, Adjoint, pouvoir donné à M. Georges LECLEVE
	A été élu secrétaire de séance : M. Anthony LATOUCHE
Date d'affichage	28 avril 2014

Monsieur le Maire donne lecture de l'ordre du jour et propose au Conseil municipal d'ajouter les points suivants :

- Election des membres du CCAS au sein du Conseil municipal.
- Désignation des délégués aux commissions de la CCCPR.

Le Conseil municipal donne son accord.

➤ **DE-2014/30 – Détermination des commissions et comités municipaux**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« L'article L. 2121-22 du C.G.C.T. permet au conseil municipal de constituer des commissions municipales. Dans les communes de plus de 1 000 habitants, la composition des différentes commissions doit respecter le principe de la représentation proportionnelle pour permettre l'expression pluraliste des élus au sein de l'assemblée communale. ».

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré et voté, arrête avec 16 voix « Pour » et 3 voix « Contre » la commission communale suivante:

Vie associative, enfance, jeunesse, enseignement, culture, loisirs, sport et réceptions	Gérard CHAUVET Jean-Marc VOYAU, Sabrina PENNETIER-BIGOT, Dominique MUSLEWSKI, Karine FOUQUET, Anthony LATOUCHE, Romain RUNGOAT,
--	--

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, arrête à l'unanimité des membres présents, les commissions et comités communaux suivants:

Affaires sociales, accueil nouveaux habitants, personnes âgées, cimetière	Marie-Laure DAVID Sylviane GIBET, Anthony LATOUCHE, Anne BRUNETEAU, Tatiana BERTHELOT
Cadre de vie, sécurité, environnement, PLU, urbanisme, relations avec les professionnels	Virginie PORCHER Christelle GUIGNON, Jacques CHEVALIER, Romain RUNGOAT, Philippe BRIAND, Valérie LEBLOND, Dominique MUSLEWSKI, Anne BRUNETEAU
Bâtiments communaux, voirie, Plan de mise en accessibilité de la voirie et des aménagements des espaces publics (PAVE)	Michel GRAVOUIL Nicolas BOUCHER, Philippe BRIAND, Christelle GUIGNON, Jean-Marc VOYAU, Sabrina PENNETIER-BIGOT, Jacques CHEVALIER
Finances	Romain RUNGOAT Nicolas BOUCHER, Jacques CHEVALIER, Anne BRUNETEAU
Comité « Communication »	Karine FOUQUET, Virginie PORCHER, Marie-Laure DAVID, Jean-Marc VOYAU, Sylviane GIBET
Comité « révision du PLU »	Georges LECLEVE, Virginie PORCHER, Valérie LEBLOND, Nicolas BOUCHER, Christelle GUIGNON, Jacques CHEVALIER, Philippe BRIAND, Anne BRUNETEAU, Sylviane GIBET, Jean-Marc VOYAU, Gérard CHAUVET
Salle multifonctions « ELLIPSE »	Gérard CHAUVET Sabrina PENNETIER-BIGOT, Valérie LEBLOND, Jean-Marc VOYAU
Commission Appel d'offres et marchés publics (MAPA) Pour les communes de moins de 3500 habitants, elle est constituée, outre du maire, président de droit, de trois autres membres et trois suppléants	Titulaires : Georges LECLEVE Valérie LEBLOND, Nicolas BOUCHER, Michel GRAVOUIL Suppléants : Jacques CHEVALIER, Christelle GUIGNON, Philippe BRIAND

Monsieur Georges LECLEVE, Maire, est le président de droit de toutes ces commissions. Il pourra néanmoins se faire représenter par un adjoint ou un conseiller délégué.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-30-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/31 – Composition du Conseil d'administration du CCAS**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Le Centre Communal d'Action Sociale (CCAS) est un établissement public communal obligatoire dans chaque commune. Il est géré par un Conseil d'Administration, présidé par le Maire. Le Conseil d'Administration comprend en nombre égal, 4 à 8 membres élus et 4 à 8 membres nommés. Le Conseil municipal doit fixer le nombre. Les membres élus sont désignés en son sein par le Conseil municipal. Les membres nommés le sont par le Maire pour leur action de prévention, d'animation et de développement social. »

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, et à l'unanimité des votants :

- Fixe à 6 le nombre des membres élus par le Conseil municipal en son sein ;
- désigne les membres suivants pour siéger au sein du CCAS :

Centre Communal d'Action Sociale	Président : Georges LECLEVE Membres élus : Sylviane GIBET, Anthony LATOUCHE, Tatiana BERTHELOT, Anne BRUNETEAU, Marie-Laure DAVID, Jacques CHEVALIER
---	---

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-31-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/32 – Représentants des différents syndicats et associations diverses**

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, détermine ses représentants dans les différents syndicats ou associations diverses comme suit :

ASSOCIATIONS	
INSERETZ	Valérie LEBLOND Marie-Laure DAVID
ADAPEI	Sylviane GIBET
DOMUS	Karine FOUQUET
TRIOLET DE RETZ	Titulaire : Gérard CHAUVET Suppléant : Georges LECLEVE
Bibliothèque municipale « Le Marque Page »	Valérie LEBLOND, Gérard CHAUVET
OGEC Ecole Privée « Notre Dame »	Sabrina PENNETIER-BIGOT, Gérard CHAUVET
Maison de retraite d'ARTHON EN RETZ	Marie-Laure DAVID
SYNDICATS INTERCOMMUNAUX	
Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable (SIAEP)	Titulaire : Georges LECLEVE Suppléant : Sabrina PENNETIER-BIGOT
Syndicat Départemental D'énergie de Loire-Atlantique (SYDELA)	Titulaires : Valérie LEBLOND, Christelle GUIGNON Suppléants : Georges LECLEVE, Jean-Marc VOYAU
Association pour le Développement du Bassin Versant de la Baie de Bourgneuf (SAGE)	Titulaire : Georges LECLEVE Suppléant : Philippe BRIAND
RELATIONS AVEC CONCESSIONNAIRES RESEAUX	
Correspondant ERDF	Philippe BRIAND
RELATIONS AVEC L'ETAT	
Référent sécurité routière	Virginie PORCHER
Correspondant défense	Michel GRAVOUIL

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-32-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/33 – Délégations de pouvoirs**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose aux membres du Conseil municipal, que les

dispositions du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) (article L 2122-22 et L 2122-23) permettent au Conseil municipal de déléguer au maire un certain nombre de ses compétences.

Les membres du Conseil municipal, après avoir pris connaissance des 24 domaines déterminés et délibéré, décident avec 18 voix « Pour » et 1 voix « Contre », dans un souci de faciliter l'administration des affaires communales, de confier à Monsieur le Maire, pour la durée du présent mandat, les délégations suivantes :

- De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres d'un montant inférieur à 20 000,00 Euros H.T., ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- De passer les contrats d'assurance, ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;
- De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;
- De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;
- D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;
- De décider l'aliénation de gré à gré de biens immobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- D'exercer, au nom de la commune, dans le périmètre défini par la délibération n° 2008/46 du 26 mars 2008 instituant le droit de préemption urbain (D.P.U) sur tous les biens classés en zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.), les droits de préemption défini par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire ;
- D'intenter au nom de la commune des actions de justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle. Cette délégation est générale pour tous litiges portés devant toutes les juridictions civiles, pénales, administratives, françaises ou étrangères, que la commune soit demanderesse ou défenderesse ;
- De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux ;

Conformément aux dispositions de l'article L 2122-23 du C.G.C.T., Monsieur le Maire devra rendre compte à chacune des réunions du Conseil municipal, des décisions prises dans le cadre des délégations consenties.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-33-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/34 – Fixation des indemnités de fonction du maire, des adjoints et des conseillers délégués**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est prévue par le Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune. Son octroi nécessite une délibération. Il est possible d'allouer des indemnités de fonction, dans la limite de l'enveloppe, au maire, adjoints et conseillers titulaires d'une délégation (articles L2123-23, 24 et 24-1 du C.G.C.T.). »

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L2123-20 à L2123-24-1 et R 2123-23 et considérant que la commune de CHEMERE appartient à la strate de 1000 à 3499 habitants, le Maire propose à l'assemblée de fixer l'enveloppe financière mensuelle de la manière suivante :

- L'indemnité du maire, 17 % de l'indice brut 1015,
- L'indemnité de chaque adjoint, 16,5 % de l'indice brut 1015,
- L'indemnité de chaque conseiller délégué, 5,3 % de l'indice brut 1015.

Les membres du Conseil municipal, après en avoir délibéré et voté, avec 16 voix « Pour », 1 voix « Contre » et 2 abstentions :

- de fixer le taux de l'indemnité du maire à 17 % de l'indice 1015, le taux des indemnités de chacun des 4 adjoints à 16,5 % de l'indice 1015 et le taux des indemnités de chacun des 6 conseillers municipaux titulaires d'une délégation à 5,3 % de l'indice 1015 ;
- d'attribuer ces indemnités à compter du lendemain de la date d'élection du maire et des adjoints, à savoir le 29 mars 2014.

Le tableau ci-après annexé récapitule l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal.

FONCTION	MONTANT MENSUEL BRUT au 29/03/2014	POURCENTAGE INDICE 1015
Maire	646,25 €	17 %
4 adjoints	4 x 627,24 €	4 x 16,5 %
6 conseillers délégués	6 x 201,48 €	6 x 5,3 %
Total mensuel	4 364,09 €	

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-34-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/35 – Révision générale du Plan local d'urbanisme (PLU) : Modalités de la concertation**

Monsieur le Maire, rapporteur, rappelle aux membres du Conseil municipal la délibération n°2013/98 du 22 octobre 2013 prescrivant la révision générale du PLU sur l'ensemble du territoire communal conformément aux articles R 123-1 et suivants du Code de l'urbanisme et explique qu'il y a lieu de définir les modalités de la concertation.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide à l'unanimité des membres présents :

- 1 – D'élargir le comité « Révision du PLU » à 8 représentants locaux et de créer s'il y a lieu des sous-comités pour étudier des points précis ;
- 2 – de charger ce comité « Révision du PLU » du suivi de l'étude de la révision ;
- 3 – de mener la procédure selon le cadre défini par les articles L 123-7 à L 123-10, R 123-16 du Code de l'urbanisme en ce qui concerne l'association et la consultation des diverses personnes publiques ;
- 4 – de fixer les modalités de concertation prévues par les articles L 123-6 et L 300-2 du Code de l'urbanisme de la façon suivante :
 - Affichage de la présente délibération pendant toute la durée des études nécessaires,
 - Mise à la disposition au public d'un registre à la mairie de CHEMERE afin que la population puisse y consigner ses observations,
 - Parution d'articles se rapportant au P.L.U. dans le bulletin municipal,
 - Article spécial dans la presse locale
 - Réunion publique avec la population,
 - Panneaux d'exposition du projet.
 - Utilisation du site Internet « www.chemere.fr »

La présente délibération sera exécutoire à compter de sa transmission au Contrôle de Légalité et de son affichage en mairie.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-35-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ DE-2014/36 – Tirage au sort des jurés d'assises 2015

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'en application de la loi n°78.788 du 28 juillet 1978 modifiée et du Code de procédure pénale, il lui est demandé de procéder au tirage au sort des personnes susceptibles de siéger en qualité de juré, aux assises de la Loire-Atlantique, en 2015. Leur nombre a été fixé à deux pour la commune de CHEMERE, le nombre de noms à tirer au sort devant être le triple de celui fixé par l'arrêté préfectoral.

Il est donc procédé au tirage au sort d'après la liste électorale :

Civilité	Nom	Prénom	Nom de jeune fille	Adresse
M.	MOREAU	William		38 rue de Pornic
M.	MORVILLIERS	Patrick		11 Bis rue de Pornic
M.	LOIRAT	Bernard		7 rue des Chaumes
M.	LEGRAND	Régis		28 rue de Saint-Hilaire
M.	LORIEU	Guillaume		25 rue du Béziau
M.	BOUTIN	Georges		Branche Courbe

Le Conseil municipal prend acte de ce tirage au sort et précise qu'un courrier sera adressé aux

intéressés ci-dessus énumérés, ainsi qu'au Tribunal de grande instance de NANTES.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-36-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/37 – Marché à procédure adaptée (MAPA) « Travaux de réhabilitation et d'extension du magasin « Votre Marché » : Avenants**

Monsieur le Maire, rapporteur, présente aux membres du Conseil municipal les projets d'avenant pour les travaux supplémentaires ou modificatifs au magasin « Votre Marché »

Lot n°2 : Charpente bois - Bardage

Fourniture et pose de pannes, couverture bac acier et raccord solin et rive gauche, pose gouttière PVC

	Montant HT	Taux de la TVA	Montant TTC
Marché initial	8 107,87 €	19,60 %	9 697,01 €
Avenant n°1	1 311,36 €	20,00 %	1 573,63 €
Nouveau montant du marché	9 419,23 €		11 270,64 €

Lot n°3 : Etanchéité sur bac acier – Collecte EP

Suppression coiffes, solins, évacuations EP et de la réfection étanchéité toiture terrasse existante

	Montant HT	Taux de la TVA	Montant TTC
Marché initial	8 693,61 €	19,60 %	10 397,55 €
Avenant n°1	- 4 789,33 €	20,00 %	- 5 747,20 €
Nouveau montant du marché	3 904,28 €	20,00 %	4 685,14 €

Les membres du Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, approuvent à l'unanimité, les avenants tel qu'ils leur sont présentés, et autorisent Monsieur le Maire à les signer.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-37-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/38 – Association des Maires du Pays de Retz : Cotisation 2014**

Monsieur le Maire, rapporteur, explique aux membres du Conseil municipal que la Commune de CHEMERE adhère à l'association des Maires du Pays de Retz. La cotisation pour cette année s'élève à 0,19 € par habitant, soit une cotisation totale de 446,12 €.

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- De verser la cotisation 2014 d'un montant de 446,12 € à l'association des Maires du Pays de Retz.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-38-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/39 – Institution d'une Participation pour voirie et réseaux (PVR) – 27 rue du Moulin**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Une demande de déclaration préalable enregistrée sous le numéro DP04404014A2005 a été acceptée le 07 mars 2014 pour division d'un terrain situé au n°27 rue du Moulin en vue de construire.

Le raccordement en électricité de ce projet nécessite des travaux d'extension qui seront effectués sous la maîtrise d'ouvrage du SYDELA pour un montant de 416,00 € H.T.

Considérant que ces travaux sont exclusivement destinés à permettre la faisabilité du projet, il vous est proposé d'instituer une participation pour voirie et réseau (PVR) pour les travaux d'extension du réseau électrique, dont la totalité du coût sera mise à la charge du bénéficiaire de l'arrêté autorisant le permis de construire une maison individuelle sur le lot divisé. »

Vu le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 332-6-1-2° d), L. 332-11-1 et L. 332-11-2 ;

Vu la délibération du Conseil municipal du 11 septembre 2001 instituant la participation pour voirie et réseaux sur le territoire de la commune,

Considérant que les articles susvisés autorisent à mettre à la charge des futurs propriétaires fonciers le coût des voies nouvelles ou existantes et réseaux réalisés pour permettre de nouvelles habitations,

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- d'instituer une PVR pour les travaux d'extension du réseau électrique pour un montant de 416,00 € H.T., PVR supportée à 100% du coût réel par le pétitionnaire de la demande de permis de construire une maison individuelle,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-39-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/40 – Bourse au permis de conduire : Attribution**

Madame Marie-Laure DAVID, rapporteuse, informe les membres du Conseil municipal qu'un dossier de demande de bourse au permis de conduire a été déposé (Dossier n°BPC 2014/1). La commission technique a émis un avis favorable à ce dossier n°BPC 2014/1 et propose d'accorder une bourse d'un montant de 700,00 € au regard de la situation du jeune.

Le Conseil municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide à l'unanimité des membres présents :

- d'accorder une bourse au permis de conduire d'un montant de 700,00 € au dossier n°BPC 2014/1,
- de donner tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-40-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/41 – Maire Honoraire**

Monsieur le Maire propose à l'assemblée d'attribuer à Monsieur Jean-Paul LERAY, le titre de Maire Honoraire.

Il rappelle que Monsieur Jean-Paul LERAY a été, depuis juin 1995, adjoint puis maire jusqu'aux dernières élections municipales de mars 2014, ce qui représente 19 années au service de la commune de CHEMERE dont 13 en qualité de Maire et mérite donc d'être honoré.

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents, de nommer Monsieur Jean-Paul LERAY Maire Honoraire.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-41-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/42 – Médaille de l'Assemblée Nationale**

Monsieur le Maire explique aux membres du Conseil municipal que la médaille de l'Assemblée Nationale peut être remise à des élus au titre de cadeau officiel par le Député. Il propose à l'assemblée d'en faire une demande pour remercier Monsieur Jean-Paul LERAY pour ses 19 années passées au service de la commune.

Après en avoir délibéré, Le Conseil municipal décide, à l'unanimité des membres présents, de faire une demande pour la remise de la médaille de l'Assemblée Nationale à Monsieur Jean-Paul LERAY.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-42-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/43 – Admission en non-valeur**

Monsieur le Trésorier municipal de BOUAYE a transmis un état de demande d'admission en non-valeur. Il correspond à des titres des exercices 2011 et 2013. Il s'agit de recettes qui n'ont pu être recouvrées malgré les procédures employées. Il convient pour régulariser la situation budgétaire de la commune de les admettre en non-valeur. Cet état se décline comme suit :

MOTIF DE LA PRESENTATION EN ADMISSION EN NON-VALEUR	EXERCICE CONCERNE	MONTANT
Créance minime	2011	7,30 €
Créance minime	2013	9,03 €
TOTAL		16,33 €

DECISION

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique,

Vu l'état de demande d'admission en non valeur n°1219270215 s'élevant à 16,33 € transmis par Monsieur le Trésorier municipal,

Le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents :

- Admet en non-valeur les titres de recettes dont les montants s'élèvent à :

ANNEE	MONTANT
2011	7,30 €
2013	9,03 €
TOTAL	16,33 €

- Donne tous pouvoirs à Monsieur le Maire pour mener ce dossier à bien.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-43-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/44 – Vote du compte de gestion 2014 : Assainissement**

Monsieur le Maire, rapporteur, expose :

« Afin de finaliser le transfert de la compétence « Assainissement collectif » à la CCCPR, je sou mets à votre attention le Compte de gestion 2014 relatif au budget Assainissement de notre Receveur municipal.

Ce document laisse apparaître un résultat de clôture s'établissant comme suit :

- Section d'investissement : 0,00 €
- Section de fonctionnement : 0,00 €».

Le Conseil Municipal, après avoir entendu son rapporteur en son exposé et délibéré, décide, à l'unanimité des membres présents, d'approuver le Compte de gestion 2014 du budget Assainissement tel qu'il lui a été présenté.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-44-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/45 – Dénomination de voie**

Monsieur le Maire, rapporteur, informe les membres du Conseil municipal qu'ils sont sollicités pour dénommer la nouvelle voie privée du futur lotissement « Les Vignes d'Hivert » pour le compte de l'AFUL du Brandais.

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des membres présents de dénommer cette nouvelle voie : Rue des Vignes d'Hivert.

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-45-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

➤ **DE-2014/46 – Désignation des délégués aux commissions de la communauté de communes Cœur Pays de Retz**

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, désigne à l'unanimité des membres présents, les délégués comme suit aux diverses commissions de la communauté de communes Cœur Pays de Retz :

Développement économique	Valérie LEBLOND, Romain RUNGOAT, Karine FOUQUET
Aménagement de l'espace	Jacques CHEVALIER, Dominique MUSLEWSKI, Valérie LEBLOND
PLH – Habitat	Virginie PORCHER, Christelle GUIGNON, Nicolas BOUCHER
Environnement (Collectes sélectives, déchetteries, balayage, hydraulique et fourrière pour animaux errants)	Philippe BRIAND, Michel GRAVOUIL, Jean-Marc VOYAU
Assainissement collectif et non collectif	Jacques CHEVALIER, Georges LECLEVE, Sabrina PENNETIER-BIGOT
Petite enfance, enfance, jeunesse	Gérard CHAUVET, Tatiana BERTHELOT, Sabrina PENNETIER-BIGOT
Finances et évaluation transfert de charges	Georges LECLEVE, Romain RUNGOAT, Jean-Marc VOYAU
Mutualisation	Georges LECLEVE, Karine FOUQUET, Nicolas BOUCHER
Communication	Karine FOUQUET, Virginie PORCHER, Marie-Laure DAVID
Secours Incendie	Philippe BRIAND
Groupe de travail centre aquatique	Georges LECLEVE

Groupe de travail siège communautaire	Michel GRAVOUIL
Commission d'Appel d'Offres et des marchés publics	Titulaire : Georges LECLEVE Suppléant : Romain RUNGOAT
Commission Accessibilité aux équipements publics	Michel GRAVOUIL, Christelle GUIGNON
Commission intercommunale des Impôts Directs	Titulaire : Georges LECLEVE
Syndicat mixte du SCOT	Titulaire : Valérie LEBLOND Suppléant : Georges LECLEVE
Syndicat mixte de la région de Grandlieu Machecoul Legé pour l'exploitation du CET des « 6 pièces »	Titulaire : Michel GRAVOUIL Suppléant : Philippe BRIAND
Syndicat d'Aménagement hydraulique (SAH)	Titulaire : Jacques CHEVALIER Suppléant : Philippe BRIAND
Mission locale du Pays de Retz	Titulaire : Marie-Laure DAVID
Conférence de la Fédération du Pays de Retz Atlantique	Titulaires : Karine FOUQUET, Sylviane GIBET Suppléants : Jean-Marc VOYAU, Jacques CHEVALIER
Fédération du Pays de Retz Atlantique – Comité de pilotage « Tourisme »	Valérie LEBLOND
Fédération du Pays de Retz Atlantique - Comité de pilotage « Habitat »	Christelle GUIGNON
Fédération du Pays de Retz Atlantique - Comité de pilotage « Transport »	Georges LECLEVE

Accusé de réception en préfecture
044-214400400-20140422-D2014-46-DE
Date de télétransmission : 29/04/2014
Date de réception préfecture : 29/04/2014

Madame Virginie PORCHER donne lecture des documents d'urbanisme :

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Année	N° dossier	Adresse du bien	Section	N°	Superficie totale	Préemption
2014	6	16 rue de SAINT-HILAIRE	F	1047p	185	non
2014	7	9 rue de la Treille	G	3147	586	non
2014	8	32 rue de la Treille	G	3119	814	non
2014	9	13 bis rue du Brandais	G	3161, 3164, 1585 et 3163	1366	non

PERMIS DE CONSTRUIRE

N°	Date dépôt	Demandeur	Adresse	Réf cad	Objet
A 1006	21/02/2014	GUERIN Jean-Yves	Le Pavillon	A 554	Piscine et local technique
A 1007	25/02/2014	MERLET Pierre	34 Rue des Genêts	G 2360, G 2968	Construction d'un garage et d'un préau
A 1008	26/03/2014	LE GALL René	La Taille aux Bouleaux	C 479	Construction d'un préau

DECLARATIONS PREALABLES

N°	Date dépôt	Demandeur	Adresse	Réf cad	Objet
A 2008	25/02/2014	MERLET Pierre	34 rue des Genêts	G 2360	Changement garage en buanderie
A 2009	10/03/2014	VRIGNON Gérard	30 rue du Breil	G 1231	Construction d'un préau
A 2010	15/03/2014	SORIN Patricia	Le Bled Mignon	C 765	Agrandissement des ouvertures existantes
A 2011	26/03/2014	LOUERAT Jacqueline	6 Impasse des Erables	F 1397	Mur de clôture
A 2012	28/03/2014	BRUNETEAU Jean-Pierre	Grand' Lande	B 382	Ravalement façade et modification des ouvertures
A 2013	31/03/2014	LE FUR Dimitri et GAGLIONE Emilie	35 rue de la Bride à Mains	G 3028	Mur de clôture
A 2014	01/04/2014	LEGRAND David et GARRIOU Kataline	1 impasse de la Motte Hiver	G 1778	Mur de clôture
A 2015	02/04/2014	SANZ PASCUAL Ludovic	12 rue de Nantes	F 498	Remplacement fenêtres et volets
A 2016	07/04/2014	GUERIN Arnaud	16 rue de la Treille	G 2512p	Mur mitoyen

Séance levée à 22 heures.

Tatiana BERTHELOT :	Sabrina BIGOT-PENNETIER :
Nicolas BOUCHER :	Anne BRUNETEAU :
Philippe BRIAND :	Gérard CHAUVET :
Jacques CHEVALIER :	Marie-Laure DAVID :
Karine FOUQUET :	Sylviane GIBET :
Michel GRAVOUIL : Excusé	Christelle GUIGNON :
Anthony LATOUCHE :	Valérie LEBLOND :
Georges LECLEVE :	Dominique MUSLEWSKI :
Virginie PORCHER :	Romain RUNGOAT :
Jean-Marc VOYAU :	